

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Quels ont été les 2 événements politiques majeurs en  
France en 2004 ?

**1°) la gauche est  
majoritaire<br>2°) Chirac s'en  
fout !**

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

---

Démocratie & Socialisme

---

**I faut savoir dégager, derrière la multitude des faits complexes, les lignes de force en présence. Le bilan de 2004, en France n'a rien de démoralisant pour les forces de gauche, loin de là. Elles ont obtenu en effet, en quatre occasions, une majorité électorale écrasante. Notamment le 28 mars où la mobilisation des électeurs a été massive : jamais depuis longtemps, autant de citoyens ne s'étaient déplacés pour une élection régionale et cantonale, la gauche a obtenu une majorité absolue, 20 régions sur 22 et 52 départements sur 100. Cela s'est confirmé le 13 juin où le même Ps sur le thème de " L'Europe sociale maintenant ! " a obtenu 30 % des voix. Cela s'est évidemment confirmé aux sénatoriales. Par quatre fois, la majorité parlementaire acquise en mai-juin 2002 s'est trouvée balayée dans les urnes.**

Certains pronostiquaient une défaite, un " second 21 avril ", ils croyaient qu'avril 2002 avait " tourné la page " du Ps, ou encore que " la droite était là pour longtemps ". On a même entendu cela au sein du Ps, au sein même des minorités du Ps, même parmi des dirigeants du Ps : Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius pronostiquaient un mauvais résultat pour leur parti en mars 2004. Pessimistes sur la capacité du Ps de se renforcer une fois de plus, pessimistes sur l'état de l'opinion des salariés, pessimistes sur le bilan des grèves de 2003, ils étaient nombreux à ne pouvoir concevoir un tel rebond.

## **Dans les deux cas, avril 2002 et mars 2004 : un vote à gauche**

Ce pessimisme était surtout le cas de nombreux militants d'extrême gauche ou influencés par elle : en effet, pour la Lcr et Lo, le " jour de gloire " était le 21 avril 2004, jour où ils obtenaient 2,9 millions de voix, soit 11%, un score sans précédent pour les trotskistes. Ce vote indiquait en effet un glissement à gauche du centre de gravité de la gauche : nombreux étaient les électeurs qui, tranquilles, demandaient, au premier tour, à Lionel Jospin d'être plus à gauche, tout en s'appretant à voter pour lui, au second tour. Mais hélas, ce déplacement de voix suffit à défigurer le second tour. Ce fut un " choc " terrible pour la gauche. Dès juin 2002, nombreux furent les électeurs qui, sans changer d'opinion, re-votèrent utiles pour que ça ne se reproduise pas. Le même réflexe se confirma le 28 mars 2004.

En se mettant en marge, en ne se liant pas au reste de la gauche, en refusant d'avance de se désister, l'extrême-gauche perdit ses voix de gauche et se réduisit à une peau de chagrin aussi bien le 28 mars que le 13 juin. Résultat paradoxal : lorsque la gauche remontait et rétablissait un rapport de force, l'extrême gauche s'isolait, se décourageait ! Sans pour autant que les exigences du peuple de gauche soient moins fortes !

Certains affirmèrent que le 28 mars était un " 21 avril à l'envers " : c'était totalement faux ! Dans les deux cas, les électeurs cherchaient leur voie bien à gauche. Les électeurs, dans les deux cas, votaient contre les concessions au libéralisme ou directement contre le libéralisme. Jamais le gouvernement Jospin et son bilan n'a été " rejeté " : il lui a seulement été indiqué qu'il aurait dû être plus à gauche s'il voulait capter toutes les voix de gauche nécessaires à sa victoire ! Il aurait dû faire une vraie campagne de premier tour, rassembler les salariés, mettre en avant, non seulement un " bilan ", mais un vrai programme de transformation sociale, et il aurait gagné. Oui, il ne faut pas le perdre de vue : Jospin aurait gagné s'il avait été au deuxième tour et si, pour y parvenir, il avait avancé un vrai programme socialiste !

## **Le résultat différé de la grande grève de 2003**

## 1°) la gauche est majoritaire<br>2°) Chirac s'en fout !

---

Si l'opinion des français était pro-libérale, il n'y aurait pas eu les grandes grèves de 2003. Il y a eu 30 millions de jours de grève, 11 journées d'action enseignante, 9 journées d'action interprofessionnelles, 4 jours de manifestations avec plus de 2,2 millions de manifestants, 140 jours de lutte entre le 1er février et le 23 juin... 2003 fut une grande année de l'histoire sociale de France, avec nov-déc 1995, l'hiver 1986, le printemps 1968. Nous sommes le seul pays capitaliste avancé qui fait trois grèves générales en trente ans pour défendre ses droits sociaux !

A cela, J-P. Raffarin a répondu en 2003 : "Ce n'est pas la rue qui gouverne "... Et il a eu les urnes contre lui en 2004 !

Certains, parmi les pessimistes, ont affirmé que " les grèves de 2003 " avaient " perdu ", ou étaient " défaites " : ils n'ont raison qu'en apparence mais se trompent lourdement sur le fond. Car ce qui compte c'est que des millions de gens aient " agi " : leur conscience s'en souvient, et si leurs revendications ont été insatisfaites, elles n'en sont pas moins maintenues.

On ne se " défonce " pas pendant six mois de lutte sans se souvenir. On ne perd pas un mois de salaire sans envie de revanche. On n'assiste pas à la mise en oeuvre de la réforme des retraites sans vouloir l'abroger. D'ailleurs les sondages ont commencé à l'indiquer de façon déformée mais réelle : le pouvoir chiraquien est devenu minoritaire dès l'été 2003, 66 % de l'opinion demeurait opposée fermement à la loi Fillon contre les retraites.

Chirac et Raffarin ont été battus en 2004 suite aux grèves de 2003 mais pas seulement : Chérèque a été battu aussi. Si le mouvement 2003 avait été défait, la Cfdt n'aurait pas connu la crise qu'elle a connu. Ce à quoi, on a assisté est sans précédent : ce syndicat a perdu 13% de ses adhérents, soit plus de 100 000 ! Il a baissé de 6 % dans les élections professionnelles : et ce n'est pas fini, car d'autres vagues d'oppositions se préparent, les syndiqués ne pouvant admettre une direction plus soucieuse de ses accords avec le Medef que de la défense des droits élémentaires des salariés.

Soyons-en assurés, dans nos analyses, choix, et engagements pour 2005 : la France est majoritairement de gauche, les salariés (90 % de la population active) sont contre la politique libérale, le mouvement social de 2003 a laissé des traces en termes de soif de revanche, les citoyens ont su traduire cela spectaculairement dans les urnes en 2004, il y a un fossé entre les aspirations de la majorité du peuple et le pouvoir chiraquien.

## Chirac s'en fout

Pourquoi Raffarin est-il encore Premier ministre ? La presse chaque jour, pose la question sans fournir de réponse. Mais pourtant, c'est simple : c'est le meilleur moyen pour Chirac de nier le rapport de force existant qui lui est hostile. Il a maintenu Raffarin après le 28 mars pour ne pas reconnaître le désaveu qui frappait sa politique.

Tout juste, s'il a fait quelques phrases trompeuses en faveur des chercheurs, des intermittents, des chômeurs... mais il a maintenu le cap des attaques contre les acquis sociaux - Sécu, Code du travail - exactement comme l'exigeait le Medef. Le baron Seillière affirmait dès l'été 2004 : les seules élections qui comptent sont législatives, il n'y en pas avant trois ans, alors " il faut harceler la France de réformes " (D&S n° 106, page 36), en profiter pour rendre irréversibles les orientations libérales. Ces gens-là ne sont pas des démocrates : selon eux, le peuple doit être mâté, contraint, " à la schlague ", par les chefs d'entreprise, à produire pour résister dans la " concurrence libre et non faussée " !

Ce qui se passe depuis 2002 n'est pas ordinaire. Ce n'est pas une droite banale qui est au pouvoir. C'est une droite revancharde talonnée par des ultra-libéraux fanatiques, des "thatcheriens ". Ils considèrent que de 1981 à 2002, la

France a perdu un temps immense, à cause de la gauche au pouvoir, pour s'adapter à la féroce mondialisation libérale.

Ils ne connaissent qu'un monde à l'offensive : le monde anglo-saxon. Ils ont essayé en 1986, puis en 1995, ils ont raté, mais là, ils veulent y aller coûte que coûte et imposer leur modèle : pour eux, il faut détruire les solidarités (qu'ils appellent " blocages ") les conventions collectives (qu'ils considèrent comme archaïques, un député Ump vient de proposer d'appeler le " code du travail ", " code du chômage "). Selon eux, il faut déréglementer complètement pour anihiler toute résistance salariée, et passer à une société du chacun pour soi, à une négociation individuelle de gré à gré. Il faut supprimer le "salaire brut " (indirect, différé), minorer les conventions collectives, et laisser chaque individu décider de lui-même de ses cotisations sociales, de ses assurances, de sa retraite, etc... C'est une " contre-révolution blanche " qu'ils veulent imposer.

## Une " contre-révolution blanche "

Cette droite sait que la gauche et ses idées sont profondément majoritaires dans le pays. Alors elle les nie, les écrase, les fait reculer par la force. Elle ment : elle prétend défendre les retraites alors qu'elle les coule, idem pour la Sécu, idem pour les salaires. Il lui faut prôner la " liberté de travailler plus pour gagner plus " alors qu'elle oblige les salariés " à travailler plus en gagnant moins ". Etc... Il lui faut bourrer les crânes, par le truchement de médias aux ordres : Dassault, Bouygues, Pinault, Lagardère. Plus c'est gros, plus ça paraît passer. Ils s'enhardissent : ils font de vraies campagnes de matraquage d'opinion, sur la sécurité, sur l'entreprise, sur les délocalisations. Peu importe que la droite ait été désavouée par les électeurs le 28 mars et le 13 juin 2004, elle s'arqueboute.

Chirac, minoritaire, a donc décidé de faire le gros dos, de garder Raffarin, de " tenir " jusqu'à ce qu'il puisse, dans de bonnes conditions pour lui, ouvrir la dernière phase de son quinquennat. Il fait faire le plus longtemps possible le " sale boulot " par Raffarin, commis voyageur subordonné, sans imagination. Les chefs d'entreprise se prennent comme des gourous qui savent mieux que quiconque, en tous cas mieux que le pékin d'électeur de base, ce qui est bon pour le peuple, ils ne veulent être à la merci ni des députés, ni des juges, ni des syndicats, ni des citoyens.

Pour faire passer leurs régressions, pour imposer la guerre économique, ils imposent une dictature des actionnaires, un mépris des citoyens, un coup de force permanent. L'obscur Raffarin sert parfaitement à couvrir tout cela. Et s'il faut préparer l'élection de 2007, alors, après s'être servi de Raffarin jusqu'à l'usure, Chirac et ses alliés du Medef " rénoveront " la facade, mettront en scène un " tournant du quinquennat ", ressortiront un quelconque Juppé, de Villepin, ou autre fidèle serviteur.

En attendant ce moment, les frères Sarkozy sont là pour faire de la surenchère en déréglementation, en individualisme, en communautarisme.

Le Ps de François Hollande, malgré quelques flous déjà évidents, avait bien commencé l'année 2004 : son discours tendait, à tracer une alternative et cela plaisait évidemment aux militants comme aux électeurs. D'où de bons résultats électoraux. Hélas, en fin d'année, lorsqu'il a fallu choisir de s'opposer au libéralisme en Europe, cela s'est mal passé. 52 % de " oui " avec une direction qui choisit de promouvoir Dominique Strauss-Kahn, Michel Rocard, et quelques autres droitiers de choc. Dsk, lui, c'est simple, il écrit qu'il faut des " réformes douloureuses mais nécessaires ", il ne critique Chirac-Raffarin que sur la forme, propose même de faire mieux, par exemple, en supprimant la garantie de l'emploi pour les fonctionnaires.

Michel Rocard lui, dit carrément au " Vrai journal " de Karl Zero le 15 janvier, à une heure de grande écoute que " Raffarin n'a pas fait de faute de parcours jusque-là ". Est-il hors du coup ou consciemment passé de l'autre côté ?

## 1°) la gauche est majoritaire<br>2°) Chirac s'en fout !

---

Voilà un homme, hélas, élu socialiste, qui s'est prononcé pour la réforme Fillon anti-retraites, contre les 35 h par la loi, qui approuve les mesures scélérates de Douste-Blazy, qui explique que " le capitalisme a gagné ", qu'on ne peut plus faire " d'Europe fédérale et sociale ", qui ne revendique plus rien pour le peuple de gauche sous prétexte qu'il ne faut pas " faire de promesses qu'on ne peut pas tenir ". Lui et quelques autres comme Dsk essaient de tirer le Ps vers la droite, en commençant par ne pas dénoncer comme il le faudrait la " contre-révolution blanche ". Ce morceau de la gauche penche dramatiquement pour le social-libéralisme. France de gauche, ultradroite au pouvoir : le Ps face à lui-même. La France " de base " est majoritairement de gauche. Le pouvoir du " haut " Chirac-Medef est le plus à droite jamais vu depuis 1944, mais il est minoritaire. Il y a un " gap ", un fossé, une place pour une crise sociale et politique.

Le Ps sera-t-il à la hauteur du combat contre Chirac, à la hauteur des espérances du peuple de gauche ? La fin 2004 et le " oui " du premier semestre 2005 ouvrent le doute. Mais il va être passionnant de voir comment le peuple lui-même s'oriente.